



# Pas de trêve canicule pour les revendications !

La canicule n'arrête ni les camarades des syndicats FO

Les camarades de Cordons ont débrayé le mercredi 8 juillet. Ils continuent de se battre pour l'augmentation de leur salaire !

**social**

## Débrayage chez Cordon Electronics

Après celui du 29 juin, un débrayage a été observé par des salariés de Cordon Electronics, ce mercredi 8 juillet afin d'obtenir des revalorisations salariales ainsi que l'ouverture de négociations pour de nouvelles classifications reconnaissant les compétences.

**MALIK LAIDI**  
malik.laidi@centrefrance.com

**L**e syndicat Force Ouvrière est à l'origine du débrayage organisé ce mercredi 8 juillet, vers 10 heures, au sein de l'entreprise Cordon Electronics située dans la zone industrielle des Châtelets, à Dreux. Ce mouvement social observé par une trentaine de salariés vise à l'obtention de revalorisations salariales et d'une refonte des classifications.

« Nous voulons environ 100 € d'augmentation sur les salaires, une reconnaissance des compétences et des responsabilités, des classifications conformes aux fonctions réellement exercées et de meilleures conditions de travail » résumait Auvitu, délégué syndical FO.



Une partie importante du personnel a observé le débrayage ce mercredi 8 juillet.

Notre interlocuteur déplorait que la direction n'ait pas réagi au premier débrayage en engageant le dialogue. L'élu du personnel espère que la réunion du comité central d'entreprise aujourd'hui pourra déboucher sur l'ouverture

d'un dialogue. Il indique que l'inspection du travail a été alertée sur les raisons de ce conflit naissant. Nous avons cherché en vain à joindre un représentant de la direction. Nos appels sont restés sans réponse. ●



FO était également à vos côtés ici ...

## Travaux aux Bâtes

# Les locataires en attente de garanties

Des locataires des 11 et 28, boulevard de l'Europe, et les sections syndicales FO et CGT ont insisté auprès du directeur de cabinet du maire et d'une directrice générale adjointe pour obtenir des garanties sanitaires liées au désamiantage ainsi que des exonérations de loyers.

**MALIK LAIDI**  
malik.laidi@centrefrance.com

**U**ne délégation de locataires des 11 et 28, boulevard de l'Europe, soutenue par Dominique Maillot, secrétaire de l'Union locale FO, Béatrice de FO également, et Marie-Christine Piromalli, de la CGT, s'est présentée hier à la mairie de Dreux après avoir demandé un rendez-vous au maire de Dreux, président de l'OPH Habitat drouais. « Rendez-vous demandé n'est pas rendez-vous accordé » a rétorqué Augustin Rey, directeur de cabinet du maire, à Dominique Maillot qui se faisait pressant dans le sas d'entrée de la mairie. L'échange aurait pu s'arrêter là sans l'art de la diplomatie déployé par Mélanie Meghrate, directrice générale adjointe, et Béatrice

Jaffrenou, responsable FO. Soucieux d'engager un dialogue constructif, les deux femmes ont fait en sorte de sortir des raideurs de postures.

### Contre les surloyers

Au terme d'une bonne heure d'échanges devant l'entrée principale de la mairie, la délégation de locataires a rappelé ses principales demandes par la voix de Dominique Maillot : confirmation du report des travaux à novembre et février, exonération ou baisse des loyers pendant les travaux pour les 11 et 28 boulevard de l'Europe conformément à la loi Alur, relogement des habitants pendant les travaux, repose des volets qui ont été retirés dans certains logements sans l'accord des locataires.

Certains locataires ont ensuite tenté

d'assister à la réunion organisée au siège de l'OPH Habitat drouais pour évoquer ces travaux qui font polémique et qui suscitent des fortes inquiétudes liées à la dangerosité de l'amiante à l'état volatile. Ils sont finalement repartis faute d'avoir pu être accompagnés par les responsables syndicaux. 47 familles sont concernées par ce dossier au 11, boulevard de l'Europe où le désamiantage est programmé. Ces personnes sont rejointes par certaines familles du 28 qui se plaignent des désagréments causés par la démolition du 26, immeuble proche du leur.

Les locataires pestent également contre les surloyers pratiqués pour les balcons et terrasses. Béatrice Jaffrenou entend demander une nouvelle réunion entre la direction de l'OPH Habitat drouais et les locataires. ●